



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2025161-0001

de mise en demeure à l'encontre de la société EUROPÉENNE DE TEINTURE & ENNOBLISSEMENT
située sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 511-1 et L.171-8 ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'Autorisation n° 07-4324 du 30 novembre 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le rapport de visite du 3 juin 2024 de l'inspection des installations classées, auquel était joint un projet d'arrêté transmis par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, réceptionné le 7 juin 2024 par l'exploitant ;

VU les observations formulées sur ces documents par l'exploitant dans le cadre d'échanges téléphoniques avec l'inspection des installations classées, en dernier lieu le 29 novembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite sur le site le 25 mars 2024, les agents de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), chargés du contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement, ont constaté, dans la zone de stockage des déchets, la présence d'une dizaine de fûts plastiques stockés hors rétention, sans être abrités des eaux météoriques et à proximité des deux forages du site ;

CONSIDÉRANT qu'au moins trois de ces fûts sont pour tout ou partie remplis d'un contenu indéterminé, en l'absence d'étiquetage ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2007 prévoit à l'article 5.1.3 que « les déchets et résidus de produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2007 prévoit à l'article 5.1.3 que « *les déchets et résidus de produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement* » ;

CONSIDÉRANT que ces déchets présentent un risque de pollution des sols et des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection des installations classées les résultats de mesures des rejets atmosphériques canalisés de ses installations ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2007 prescrit un suivi de ces rejets à des fréquences précisées à l'article 9.2.1 ;

CONSIDÉRANT que l'auto-surveillance des rejets des installations n'a pas été réalisée aux fréquences imposées dans l'article 9.2.1 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces rejets atmosphériques peuvent présenter un impact sur leur environnement, notamment en termes sanitaires chroniques ou en termes de réchauffement climatique ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas transmis les résultats de l'auto-surveillance mensuelle des eaux résiduaires sur l'outil GIDAF depuis le mois d'octobre ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement prescrit que, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

CONSIDÉRANT que la transmission des résultats de l'auto-surveillance mensuelle des eaux résiduaires de l'installation n'a pas été réalisée selon les prescriptions de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la transmission régulière des résultats de cette autosurveillance est nécessaire pour que l'Inspection des Installations Classées exerce son action de contrôle, d'analyse et de vérification du respect des dispositions réglementaires ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose notamment « *1.- Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine [...]* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

L'installation EUROPÉENNE DE TEINTURE & ENNOBLISSEMENT, sise 28 rue des frères Michelin à LA CHAPELLE-SAINT-LUC (10600), est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions des références réglementaires suivantes **sous un délai de 6 mois** :

- article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 07-4324 du 30 novembre 2007 ;
- article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 07-4324 du 30 novembre 2007 ;
- article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 2 : Sanctions

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article premier du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié à monsieur le directeur de la société Européenne de Teinture & Ennoblement.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de TROYES.

Fait à TROYES, le **10 JUIN 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers intéressés, d'un recours auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale à l'adresse suivante : 25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – soit par voie de téléprocédure, sur l'application télérécourse (www.telerecours.fr).